

## **Manifeste du pôle des réformateurs**

La décision du Président de la République et du Premier ministre de former un nouveau gouvernement est une décision courageuse que nous approuvons.

Il ne saurait en effet y avoir deux lignes politiques différentes au sein du gouvernement.

Nous pensons même que c'est ce type d'ambiguïté qui a nuit à l'action gouvernementale et surtout à sa crédibilité dans les deux premières années du quinquennat.

Aujourd'hui, une ligne politique est réaffirmée. Celle-ci s'inscrit dans le droit fil du rapport Gallois, qui mettait justement en lumière les raisons qui avaient entraîné une désindustrialisation massive de notre pays : marges des entreprises au plus bas depuis trente ans et donc manque d'investissement dans l'innovation et la qualité, perte de parts de marché aussi bien en France qu'à l'international.

Ce sont ces causes qui ont entraîné la situation dans laquelle nous nous trouvons: chômage en progression constante, croissance nulle depuis deux trimestres, accroissement de la dette publique, perspective d'une déflation.

Certes, ces difficultés ne datent pas d'aujourd'hui. En l'espace de 5 ans, sous la précédente majorité, la France a ainsi perdu 350 000 emplois industriels, la dette est passée de 1200 à 1800 milliards, le chômage a atteint les 10% de la population active. Tout ceci ne pouvait pas s'effacer en un jour par la seule grâce d'une élection présidentielle. Mais face à cette situation particulièrement dégradée, il aurait fallu dès le

début que le gouvernement sache parler d'une seule voix et s'attaque résolument aux causes de ces difficultés.

C'est bien ce cap là que choisissent aujourd'hui François Hollande et Manuel Valls. Il s'agit de définir une politique de l'offre propre à permettre le redressement de l'appareil productif français. Le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi), l'ANI (Accord National Interprofessionnel) ont déjà été des mesures importantes pour faire face aux difficultés structurelles de notre économie. Le pacte de responsabilité et de solidarité est aujourd'hui à mettre en œuvre. Sont en place les premiers éléments de cette politique de relance de l'économie par la consolidation des entreprises qu'a voulu affirmer le Président de la République ce lundi 25 août en demandant à Manuel Valls de former un nouveau gouvernement.

Nous députés, sénateurs, élus locaux signataires de ce manifeste, sommes persuadés que c'est là, la bonne direction. Nous voyons bien que des conservateurs de tout bord dénoncent la supposée inefficacité de ces réformes au gré des derniers indicateurs économiques. Nous leur disons que le CICE vient tout juste d'être versé, que le pacte de responsabilité et de solidarité n'est pas encore appliqué et qu'il a fallu quatre ans pour que les réformes Schröder fassent d'un pays qui était qualifié d' « homme malade de l'Europe » une des économies les plus performantes du monde. Nous constatons qu'une partie de la gauche appelle à une relance par la consommation. Nous pensons que cette politique, qui a déjà été expérimentée dans l'Histoire récente avec les résultats que l'on sait, risquerait d'entraîner aujourd'hui une augmentation dramatique des taux d'intérêt de notre dette et de nos déficits commerciaux. Pour justifier de telles orientations, on évoque

souvent Keynes. Mais c'est Keynes lui-même qui écrivait que « *la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles mais d'échapper aux idées anciennes* ».

Pour rester du côté du progrès, nous affirmons qu'il faut renoncer aux vieilles recettes. Plus encore, nous pensons que c'est en allant au bout des chantiers engagés que la gauche restera fidèle aux valeurs de solidarité et de justice sociale qui sont les siennes.

Rétablir les marges des entreprises, baisser le coût du travail, ça n'est pas pour nous « faire des cadeaux aux patrons ». C'est agir pour lutter contre le chômage, pour redresser notre industrie et donc pour offrir aux jeunes Français des emplois bien rémunérés. Parce qu'avoir un emploi est la condition pour trouver sa place dans la société, pour s'élever, pour s'accomplir, nous ne voulons pas d'une France sans travail.

Aider les entreprises à muter, mettre en place une flexisécurité à la française qui garantisse les droits individuels des salariés tout en permettant aux entreprises de se redéployer, réformer la formation professionnelle, ça n'est pas comme on l'entend parfois « remettre en cause les droits des salariés ». C'est rendre plus fluide une société trop bloquée, gommer les frontières entre *insiders* et *outsiders*, rebattre les cartes. Bref, c'est permettre à chacun de réussir quel que soit son milieu social, ses origines, son parcours.

Faire des réformes de structure pour réduire les dépenses et les déficits, ça n'est pas enfin « casser le service public ». C'est garantir la pérennité de notre modèle de protection sociale, qui est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. C'est alléger le fardeau de la dette qui pèse sur les

génération futures. Qui peut accepter que le paiement des intérêts de la dette mobilise chaque année un montant supérieur au budget de l'Éducation Nationale ? Nous préférons choisir l'avenir plutôt que de l'hypothéquer.

Pour faire entendre cette voix, nous créons le « pôle des réformateurs ». Paraphrasant Jaurès, nous pensons qu'atteindre l'idéal suppose une analyse exigeante du réel. Entourés d'intellectuels, d'économistes, d'universitaires, de chefs d'entreprise et de syndicalistes, nous voulons faire des propositions pour aller plus loin, plus vite, dans les réformes engagées.

Il faut bien sûr réorienter l'Europe, qui doit soutenir la croissance en investissant dans les infrastructures. Mais cela ne doit en aucun cas exonérer la France de poursuivre sa mue. Réussissons la réorganisation de nos territoires, qui est une occasion unique de réduire les dépenses par des économies d'échelles tout en relançant la croissance grâce à des régions et des métropoles fortes. Lançons la décentralisation du système de santé, qui permettra de dégager plusieurs milliards d'euros tout en améliorant le confort des usagers. Levons les rigidités qui pèsent sur les marchés des biens et du travail et étouffent l'activité économique. Pérennisons notre système de retraites en mettant en place un système par points. Rendons la fiscalité plus lisible et plus simple pour ne pas qu'elle décourage l'innovation et qu'elle ne profite qu'à ceux qui sont capables d'en déceler les subtilités. On pourrait citer bien d'autres enjeux. Le logement, un secteur où seule la relance de la construction pour répondre à la pénurie pourra permettre de réduire à terme le taux d'effort des ménages. L'enseignement supérieur, sur lequel il nous faut

miser, y compris en mobilisant des ressources privées. La formation professionnelle, qui doit mieux former les chômeurs.

Avant la France, d'autres pays ont su relever la tête en partant de situations difficiles. Les exemples de la Suède et du Canada dans les années 1990, de l'Allemagne dans les années 2000, doivent de ce point de vue nous inspirer. Ils montrent notamment que l'une des clés de la réussite est de susciter l'adhésion aux réformes. Dire la vérité aux Français pour mieux montrer ce qui guide notre action. Dessiner une ligne claire, esquisser un chemin pour mieux mobiliser les forces vives de notre pays. C'est en donnant du sens que nous pourrions rétablir la confiance.